



CHAPITRE 89

CHAPTER 89

Loi modifiant la charte de la ville de
Louiseville

An Act to amend the charter of the town
of Louiseville

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

[Assented to, the 19th of December, 1951]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Louiseville, par sa pétition, a représenté qu'elle a besoin de plus amples pouvoirs pour son administration et pour assurer davantage le bien-être de ses habitants, et à ses fins qu'il est devenu nécessaire de modifier sa charte, la loi 12 George V, chapitre 113, modifiée par les lois 25-26 George V, chapitre 129; 5 George VI, chapitre 80; 8 George VI, chapitre 63; 10 George VI, chapitre 72; 14 George VI, chapitre 133 et 14-15 George VI, chapitre 92;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 68a, aj.
pour la
ville.

1. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 68 le suivant:

Commis-
sion spor-
tive.

"68a. Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission sportive, composée de pas moins de cinq membres ni de plus de sept, dont un échevin et les autres choisis parmi les

WHEREAS the town of Louiseville Preamble.

has, by its petition, represented that, for its administration and to promote the welfare of its citizens, it requires more ample powers and for that purposes it has become necessary to amend its charter, the act 12 George V, chapter 113, as amended by the acts 25-26 George V, chapter 129; 5 George VI, chapter 80; 8 George VI, chapter 63; 10 George VI, chapter 72; 14 George VI, chapter 133, and 14-15 George VI, chapter 92;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Cities and Towns Act is R.S.,
c. 233,
s. 68a,
added
for town.
amended, for the town, by adding after section 68 the following:

"68a. The council is authorized to establish by by-law a sports commission composed of not less than five members nor more than seven, one of whom shall be an alderman and the others chosen

Sports
commis-
sion.

citoyens de la ville ayant, dans l'opinion des membres du conseil municipal, les qualités requises pour en faire partie.

from among the citizens of the town who, in the opinion of the members of the municipal council, are qualified to be members thereof.

Durée. Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine. **Duration.**

Membres. Les membres de cette commission resteront en fonctions durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously. **Members.**

Attributions, etc. Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

The attributions, powers and duties of such commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members. **Attributions, etc.**

Autorisation. Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil."

Any project involving the expenditure of money shall be previously approved by the council. **Authorization.**

S.R., c. 233, a. 428, mod. pour la ville. 2. L'article 428 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant le paragraphe suivant:

2. Section 428 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto the following paragraph: **R.S., c. 233, s. 428, am. for town.**

Heures de danse, etc. "11° Pour déterminer les heures de danse, dans les salles de danse, les cafés, les clubs, les restaurants, les auberges, et les grills; pour ordonner leur fermeture entre minuit et six heures du matin; pour imposer à ces établissements l'obligation de prendre un permis ou licence sur paiement d'une somme de cent dollars, en sus d'autres taxes et licences, ou pour prohiber la danse dans les établissements susdits."

"11. To fix the hours for dancing, in dance halls, cafés, clubs, restaurants, inns and grills; to order their closing between midnight and six o'clock in the morning; to impose on these establishments the obligation of procuring a permit or licence on payment of a sum of one hundred dollars, in addition to other taxes and licenses, or to prohibit dancing in the aforesaid establishments." **Hours for dancing, etc.**

S.R., c. 233, a. 429, mod. pour la ville. 3. L'article 429 de la Loi des cités et villes modifié par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 52, par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59 et par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 60 est de nouveau modifié, pour la ville:

3. Section 429 of the Cities and Towns Act, amended by section 4 of the act 9 George VI, chapter 52; section 7 of the act 11 George VI, chapter 59 and section 5 of the act 13 George VI, chapter 60, is again amended, for the town: **R.S., c. 233, s. 429, am. for town.**

a) en remplaçant le paragraphe 4°a, édicté par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 52, par le suivant:

a. by replacing paragraph 4a, enacted by section 4 of the act 9 George VI, chapter 52, by the following:

Centres
de loisirs,
etc.

"4^a pour établir, aménager, améliorer et maintenir aux frais de la municipalité des centres de loisirs et des terrains de jeux, des piscines et lieux d'amusements propres à contribuer à la santé et au bien-être des habitants de la municipalité; et en outre pour voter et payer à même les fonds généraux toute somme jugée utile pour encourager l'agriculture, l'horticulture, l'embellissement, les arts, les sciences, l'établissement ou l'entretien de centres de loisirs, l'organisation des jeux et des sports dans la municipalité, pourvu que le montant global des sommes ainsi votées sous forme d'aide ou de don à ces fins ne dépasse pas cinq mille dollars par an;"

b) en ajoutant, après le paragraphe 20^e, le suivant:

Enlève-
ment de
la neige.

"20^a Pour pourvoir à l'enlèvement de la neige et de la glace sur les trottoirs ou certains trottoirs dans toutes ou certaines rues de la municipalité aux frais des propriétaires ou occupants d'immeubles sur toutes rues ou parties de rues de la ville; et pour imposer une taxe de service pour l'enlèvement de cette neige ou glace et en régler le mode de perception au moyen d'une répartition basée sur l'évaluation des biens-fonds ou d'après la superficie du trottoir sur les propriétés riveraines ou sur celles des deux côtés de la rue;"

c) en remplaçant le paragraphe 27^b par le suivant:

Taxis.

"27^b Pour obliger tout propriétaire de taxis à obtenir de la corporation, un permis annuel n'excédant pas vingt-cinq dollars par taxi et tout conducteur de taxi, autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la corporation un permis annuel de deux dollars.

Idem.

Pour réglementer, autoriser dans les limites de la ville, l'usage des taxis ou automobiles de louage circulant exclusivement dans les limites de la ville, pour fin de transport des voyageurs moyennant rémunération, l'octroi de permis ou licence, de même que la gouverne et dis-

4a. To establish, equip, improve and maintain, at the expense of the municipality recreation centres and playgrounds, swimming-pools and amusement places conducive to the health and well-being of the inhabitants of the municipality; and in addition to vote, and pay out of the general funds, such sums as may be deemed appropriate for the encouragement of agriculture, horticulture, embellishment, arts, sciences, the establishment or maintenance of recreation centres, the organization of games and sports in the municipality, provided that the aggregate amount of the sums so voted as grants or gifts for such purposes does not exceed five thousand dollars per annum;"

Recrea-
tion cen-
tres, etc.

b. By adding, after paragraph 20 thereof, the following:

"20a. To provide for the removal of snow and ice on the sidewalks or certain sidewalks in all or certain streets of the municipality at the cost of the proprietors and occupants of immoveables, on any streets or parts of streets in the town; and to impose a service tax for the removal of such snow or ice, and to determine the method of collection thereof, by means of an assessment based upon the valuation of the realty or according to the area of the sidewalk, on the bordering properties or on those on both sides of the street;"

Snow re-
moval.

c. by replacing paragraph 27^b by the following:

"27^b. To oblige every taxi owner to obtain from the corporation an annual license not exceeding twenty-five dollars for each taxi, and every taxi driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the corporation an annual license of two dollars.

Idem.

To regulate and authorize within the limits of the town, the use of taxis or automobiles for hire operating exclusively within the town limits, for the purpose of conveying passengers for a remuneration, the granting of permits or licenses, as well as the control and

cipline des propriétaires ou chauffeurs desdites voitures, et limiter le nombre desdites automobiles de louage ou taxis. Les détenteurs actuels de permis ou licence pourront les conserver pour eux-mêmes, sans pouvoir les transférer.

Percep-
tion léga-
lisée.

Les sommes déjà perçues par la ville des propriétaires de taxis pour leur permis annuel au taux de vingt-cinq dollars sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir;"

d) en ajoutant, après le paragraphe 33°, le suivant:

Stationne-
ment
d'auto-
bus.

"34° Pour empêcher, nonobstant toute loi à ce contraire, les autobus, faisant un service interurbain, de stationner ou d'arrêter dans les limites de la ville ailleurs qu'à une gare d'autobus, pour prendre ou laisser descendre des passagers, ou à d'autres endroits déterminés par le conseil de la ville, ou par le chef de police sur délégation de pouvoir du conseil à cet effet."

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la ville.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 429, le suivant:

Billet
d'assigna-
tion.

"**429a.** Dans les cas de contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la police de la ville.

Plainte.

Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

Paiement.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte ne soit faite contre elle, en se présentant au département de la police de la ville,

discipline of the owners or drivers of the said vehicles, and to limit the number of such automobiles for hire or taxis. The present holders of permits or licenses may retain the same for themselves, without power to transfer them.

The sums already collected by the town from the taxi owners for their annual licence at the rate of twenty-five dollars are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain them;"

Collection
legalized.

d. by adding, after paragraph 33, the following:

"34. To prevent, notwithstanding any law to the contrary, autobuses operating an interurban service from parking or stopping, to take or leave passengers, within the town limits, elsewhere than at an autobus terminal or at other places fixed by the town council, or by the chief of police upon delegation to him, by the council, of power to do so."

Autobuses
parking.

4. The Cities and Towns Act is amended, for the town by adding after section 429, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for town.

"**429a.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof of the town police department.

Notice of
summons.

The preceding provisions shall not prevent the police officer, if he deems it expedient, from lodging a complaint or causing the issue of a summons according to law.

Com-
plaint.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the town police department and by paying

Payment.

et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende, et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte. Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, l'agent de la paix peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.

Perception validée. Les sommes déjà perçues comme amendes par la ville, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the said department shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the police officer may lodge a complaint against him, according to law.

The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

S.R., c. 233, a. 469, mod. pour la ville. 5. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Louiseville, en ajoutant après le paragraphe 6° le suivant:

Restaurants ambulants. "6°a Pour réglementer, prohiber ou limiter le nombre des restaurants ambulants, roulottes servant de restaurants ou à la confection de patates frites ou autres produits alimentaires, en interdire l'exploitation dans les rues de la ville et annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra rembourser une partie du coût de la licence payée correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis."

5. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Louiseville, by adding after paragraph 6, the following paragraph:

"6a. To regulate prohibit or limit the number of itinerant restaurants, vehicles on wheels used as restaurants or for the preparation of fried potatoes or other eatables, or forbid the operation thereof in the streets of the town, or cancel their permits at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the town shall remit a part of the cost of the license paid, corresponding to the period remaining to run under such permit;".

S.R., c. 233, a. 526a, aj. pour la ville. 6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526, le suivant:

Droits annuels. "526a. La ville pourra imposer et prélever les droits annuels ou taxes mentionnés à l'article 526 dans les cas suivants:

Dans le cas de commerce de gazoline au détail, sur le nombre de pompes à gazoline; dans le cas de salle de billard ou de pool, sur le nombre de tables; dans le cas d'un salon de barbier, sur le

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 526, the following:

"526a. The town may impose and levy the annual duties or taxes mentioned in section 526 in the following cases:

In the case of retail trading in gasoline, on the number of gasoline pumps; in the case of a billiard or pool room, on the number of tables; in the case of a barber shop, on the number of chairs used in

nombre de chaises servant au métier de coiffeur; dans le cas de louage de voitures automobiles de promenade conduites par le locataire ou son préposé, sur le nombre de voitures servant audit louage; dans le cas de service de camionnage, sur le nombre de camions; dans le cas de salle de quilles, sur le nombre d'allées de quilles.

the hairdressing trade; in the case of hiring out automobiles driven by the lessee or his agent, on the number of vehicles used for such hiring out; in the case of a trucking service, on the number of trucks; in the case of a bowling alley, on the number of bowling alleys.

Effet rétroactif.

Les dispositions du présent article ont toujours fait partie de la charte de la ville."

The provisions of this section have always formed part of the charter of the town."

Retro-active effect.

Immeubles pour fins municipales, etc.

7. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible à la ville sur la recommandation du ministre des affaires municipales et avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, de construire, acquérir, ou entretenir un ou des immeubles, devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas excéder cent cinquante mille dollars.

7. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the town may, upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs and with the previous approval of the Quebec Municipal Commission, construct, acquire and maintain one or more immoveables to serve in whole or in part for municipal and industrial purposes, the total cost of which shall not exceed one hundred and fifty thousand dollars.

Immoveables for municipal, etc. purposes.

Vente, etc.

La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles et que le prix de location ne soit moindre que le montant représentant cinq pour cent d'intérêt par année sur le coût de construction plus les frais d'entretien desdits immeubles.

The town is authorized to sell or rent the said immovable or immoveables, upon such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immoveables, and that the rental price is not less than the amount representing five per cent interest per annum on the cost of construction plus the cost of maintenance of the said immoveables.

Sale, etc.

Garantie.

Dans le cas où la ville donnera à bail le ou lesdits immeubles, une garantie valable et suffisante devra être exigée du locataire à l'effet qu'il accomplira ses obligations pendant la durée d'au moins cinq ans, et s'il s'agit d'une industrie, que des salaires raisonnables seront payés et des conditions de travail justes seront accordées aux ouvriers employés à cette entreprise.

In the case of the town's leasing such immovable or immoveables, a good and adequate guarantee shall be required from the lessee that he will fulfill his obligations for a period of at least five years, and in the case of an industry, that fair wages will be paid and just working conditions granted to the workers therein employed.

Guarantee.

Emprunt.

Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars, par règlement approuvé par les électeurs pro-

For the purposes aforesaid, the council may borrow a sum not exceeding one hundred and fifty thousand dollars by by-law approved by the electors who

Loan.

priétaires, et au préalable par la Commission municipale de Québec et par le ministre des affaires municipales. are proprietors, and previously by the Quebec Municipal Commission and by the Minister of Municipal Affairs.

Entrée en vigueur. **S.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. **S.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.
